Institut des comptes nationaux

Banque Nationale de Belgique
Eurosystème

2024-10-18

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: NBB.Stat Information générale

Avec une croissance de 1,3%, l'économie belge a ralenti en 2023

- **La consommation des ménages s'est essoufflée, tandis que les investissements des entreprises et des pouvoirs publics ont été particulièrement dynamiques**
- **L'emploi a progressé à un rythme modéré, les créations nettes d'emploi se montant à 39 500 unités**
- **Le déficit public s'est creusé, pour atteindre 4,2%**

L'Institut des comptes nationaux (ICN) publie, ce 18 octobre 2024, les comptes nationaux annuels détaillés, y compris les comptes des administrations publiques, relatifs à l'année 2023. Par rapport aux estimations précédemment publiées, ces statistiques sont basées sur des informations plus complètes et fournissent un **niveau de détail supérieur**, notamment au niveau de la ventilation des agrégats par branche et par secteur, de la consommation par produit, de l'investissement par actif, etc.

Les statistiques ont été revues sur la période 2009 à 2022, dans le cadre de l'exercice quinquennal de **révision méthodologique des comptes nationaux** . Les résultats complets sont disponibles dans la publication des comptes détaillés, des comptes des administrations publiques et dans la base de données NBB.Stat.

L'activité a ralenti dans toutes les branches d'activité

Après trois années marquées par des chocs exceptionnels, le rythme de croissance de l'activité s'est normalisé en 2023, pour s'établir à 1,3%.

L'activité a marqué le pas dans l'ensemble des branches d'activité, exception faite de l'agriculture. C'est dans l'industrie que l'activité a le plus diminué par rapport à l'année précédente (passant de 6,4 à 0,4%), en particulier dans les branches situées en amont des chaines de valeur - telles que la métallurgie, l'industrie plastique ou la chimie. La valeur ajoutée s'est légèrement repliée dans la construction (-0,4%); le rebond des investissements des pouvoirs locaux, en année préélectorale, n'a pas suffi à compenser la chute de l'investissement résidentiel, handicapé par le niveau toujours élevé des coûts des matériaux et des taux hypothécaires. Dans les services, qui ont augmenté en moyenne de 1,4%, une progression encore vive a été enregistrée dans les branches qui n'avaient pas encore entièrement récupéré leur niveau d'avant la pandémie – telles que l'horeca, les soins de santé, les services culturels et de loisirs et les autres services (qui regroupent notamment les soins personnels). A l'opposé, l'activité s'est tassée dans les télécommunications et dans les services aux entreprises au sens large.

La consommation des ménages s'est essoufflée

La demande intérieure, comme l'activité, a marqué le pas en 2023. L'essoufflement de la consommation des ménages, avec une croissance de seulement 0,6%, explique largement cette évolution, vu son poids prépondérant dans la demande intérieure. Les dépenses en alimentation, et dans une moindre mesure, en articles d'habillement et en alcool et tabac, ont ainsi reculé, dans le sillage de la flambée générale des prix. A l'opposé, les dépenses en matière de santé ont encore vivement progressé, de même que les achats de véhicules neufs et les dépenses en services de télécommunications.

La nette modération des dépenses des ménages s'est produite alors que l'évolution de leur revenu disponible s'est révélée un peu plus favorable (avec une hausse de 8,4% en termes nominaux et 2,3% en termes réels) que l'année précédente ; par conséquent, le taux d'épargne des ménages a augmenté, pour s'établir à 14,1%, soit un niveau proche de sa moyenne historique.

La consommation publique a continué à augmenter à un rythme soutenu (3,2%), pratiquement identique à celui de l'année précédente. Les dépenses en soins de santé forment le principal moteur de cette expansion.

Les investissements des entreprises et des pouvoirs publics ont fortement augmenté

Si les investissements en logements des ménages se sont à nouveau affichés en retrait (-2,5%), pour les raisons déjà évoquées ci-avant, une tout autre image s'est dégagée des investissements des entreprises et, plus encore, des administrations publiques, qui ont progressé de, respectivement, 5,1 et 5,9%.

Les investissements en actifs tangibles ont été très dynamiques, avec une croissance vigoureuse dans le matériel informatique et les équipements de télécommunication, et dans les machines et équipements. Mais les actifs les plus importants en termes de contribution à l'investissement ont été les bâtiments non résidentiels et les autres structures ; ceux-ci ont été principalement poussés à la hausse par le cycle électoral, qui voit les autorités locales investir massivement juste avant les élections locales.

Les échanges internationaux de la Belgique ont chuté en 2023, de façon un peu plus prononcée du côté des exportations (-7,1%) que des importations (-6,8%), générant ainsi une contribution négative nette à la croissance. Cette évolution globale cache cependant une différence marquée entre les échanges de biens, en forte baisse, due à la stagnation du commerce mondial et à certains facteurs spécifiques à l'industrie pharmaceutique belge, et les échanges de services, qui ont enregistré une hausse modérée.

Les créations d'emploi se sont maintenues à un rythme modéré

Parallèlement à l'activité, les créations nettes d'emplois se sont ralenties en 2023. Au total, 39 500 emplois ont été créés, ce qui correspond à une hausse de 0,8%. Comme les années précédentes, l'emploi indépendant (1,1%) a été plus dynamique que l'emploi salarié (0,7%).

La croissance de l'emploi est restée soutenue dans les activités de services qui avaient le plus souffert de la pandémie, à savoir l'horeca, les services culturels et de loisirs, mais aussi dans les activités scientifiques et techniques et l'industrie pharmaceutique. En revanche, l'emploi a diminué dans certaines branches industrielles, et dans plusieurs activités de services, les baisses les plus importantes étant observées dans l'agriculture et les services domestiques.

Les finances publiques se sont dégradées

Le déficit budgétaire des administrations publiques s'est creusé, pour atteindre 4,2 % du PIB.

Les dépenses primaires, ont augmenté pour atteindre 51,3 % du PIB, sous l'impact de la poursuite de l'augmentation des minima sociaux, du coût du vieillissement et de l'indexation automatique des prestations sociales et des salaires des fonctionnaires. Pour la première fois depuis 1995 – année de disponibilité des statistiques selon le SEC 2010 -, les charges d'intérêt exprimées en % du PIB ont augmenté, pour s'élever à 2,0 %, parallèlement à la hausse des taux d'intérêt du marché. La hausse du ratio recettes/PIB, qui a atteint 49,1 % en 2023, n'a pas suffi à combler la hausse des dépenses, provoquant l'élargissement du déficit.

La dette publique est restée pratiquement stable, et s'est établie à 103,1% du PIB en 2023.

La Belgique a affiché un léger déficit vis-à-vis du reste du monde

L'économie belge dans son ensemble a fait état d'un besoin de financement vis-à-vis du reste du monde, de l'ordre de 0,5 % du PIB en 2023, ce qui constitue une légèrement amélioration par rapport à l'année précédente. La détérioration du déficit des finances publiques a été plus que compensée par la nette amélioration du surplus de financement des ménages ; le solde de financement des sociétés est resté pratiquement stable.

PRINCIPAUX RESULTATS

	2020	2021	2022	2023
Activité et demande				
(pourcentages de variation en volume)				
PIB	**-4,8**	**6,2**	**4,2**	**1,3**
Valeur ajoutée				
Agriculture	-3,8	-0,9	1,0	2,1
Industrie et énergie	-5,2	-5,0	6,4	0,4
Construction	-6,1	9,4	-0,1	-0,4
Services	-4,0	7,7	4,5	1,4
Dépenses				
Dépenses de consommation finale des ménages et des ISBL au service des ménages	-7,2	5,6	3,6	0,6
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,2	4,1	3,3	3,2
Formation brute de capital fixe	-5,1	4,3	1,7	3,5
Entreprises	*-5,8*	*4,3*	*4,1*	*5,1*
Logements	*-5,9*	*4,2*	*-3,2*	*-2,5*
Administrations publiques	*0,7*	*4,5*	*-2,3*	*5,9*
Variation des stocks [1]	-0,4	-0,3	1,2	-0,4
Exportations de biens et de services	-6,0	14,7	5,8	-7,1
Importations de biens et de services	-6,7	12,8	5,8	-6,8
p.m. Exportations nettes de biens et de services [1]	*0,6*	*1,6*	*0,1*	*-0,2*
Emploi				
(variations en milliers de personnes)				
Salariés	-21,0	56,4	78,6	29,5
Indépendants	15,8	25,7	17,0	10,0
Total	-5,3	82,3	95,5	39,5
Finances publiques				
(pourcentages du PIB)				
Recettes	49,4	49,5	48,6	49,1
Dépenses primaires	56,5	53,2	50,7	51,3
Charges d'intérêt	2,0	1,7	1,6	2,0
Besoin (-) de financement	-9,0	-5,4	-3,6	-4,2
Dette publique (définition Maastricht)	111,2	108,4	102,6	103,1

Source: ICN.
[1] Contribution à la croissance du PIB